

FACULTÉ de MÉDECINE de PARIS

ANNÉE 1936.

26

T H È S E
POUR LE
DOCTORAT EN MEDECINE
(Diplôme d'Etat)

Par Isaac Jacob DRAPKINE

Paris, 22 Mars 1911

**La Stérilisation des
Criminels
Défense Sociale**

Président : D^r BALTHAZARD, (Professeur).

Éditeur : A. KRIVENKO
77, RUE MOUTON-DUVERNET - PARIS-14^e
1935

212



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Stérilisation des Criminels
Défense Sociale

DOCTORAT D'ÉTAT

FACULTÉ de MÉDECINE de PARIS

ANNÉE 1936.

T H È S E
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE
(Diplôme d'Etat)

Par Isaac Jacob DRAPKINE

Paris, 22 Mars 1911

**La Stérilisation des
Criminels
Défense Sociale**

Président : D^r BALTHAZARD, (Professeur).

Éditeur : A. KRIVENKO
77, RUE MOUTON-DUVERNET - PARIS-14^e
1935

LE DOYEN ROUSSY

I. — Professeurs

	MM.
Anatomie	Rouvière.
Physiologie	Léon Binet.
Physique médicale	Strohl.
Chimie médicale	Desgrez.
Bactériologie	Robert Debré.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	Brumpt.
Pathologie médicale et générale	Baudouin.
Pathologie chirurgicale	Chevassu.
Anatomie pathologique	Roussy.
Histologie	Champy.
Pharmacologie et matière médicale	Tiffeneau.
Thérapeutique	Harvier.
Hygiène et médecine préventive	Tanon.
Médecine légale	Balthazard.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	Laignel-Lavastine.
Pathologie expérimentale et comparée	Fiessinger.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice Villaret.
	Loeper.
Clinique médicale	Carnot.
	Clerc.
	Marcel Labbé.
Hygiène et clinique de la première enfance	Lereboullet.
Clinique des maladies des enfants	Nobécourt.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale..	H. Claude.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	Gougerot.
Clinique des maladies du système nerveux	Guillain.
Clinique des maladies infectieuses	Lemierre
	Cunéo.
Clinique chirurgicale	Cosset.
	Grégoire.
	Lenormant.
Clinique ophtalmologique	Terrien.
Clinique urologique	Marion.
	Brindeau.
Clinique d'accouchements	Couvelaire.
	Jeannin.
Clinique gynécologique	N...
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	Ombredanne.
Clinique thérapeutique médicale	Rathéry.
Clinique oto-rhino-laryngologique	Lemaître.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre Duval.
Clinique propédeutique	Sergent.
Clinique de la Tuberculose	Bezançon.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	Mathieu.
	Hovelacque.
	Mulon.
Professeurs sans chaire	Olivier.
	Verne.
	Mocquot.

II. — Agrégés en exercice

MM.

Bénard (Henri)... Pathologie médicale.
Bernard (Etienne). Pathologie médicale.
Besançon (Justin). Hydrologie.
Boulin Pathologie médicale
Bulliard Histologie.
Cathala Pathologie médicale.
Chevallier Pathologie médicale.
Dognon Physique.
Fey Urologie.
Galliard Parasitologie.
Gastinel Bactériologie.
De Gaudart d'Allaines Pathologie chirurgicale.
Gayet Physiologie.
Giroud Histologie.
Haguenau Pathologie médicale.
Halphen Oto-rhino-laryngologie.
Hazard Pharmacologie.
Huguenin Anatomie pathologique.
Joannon Hygiène
Labbé (Henri) .. Chimie biologique.
Lacomme Obstétrique.

MM.

Lantuéjoul Obstétrique.
Laroche (Guy) Pathologie médicale.
Lemaire Pathologie expérimentale.
Leveuf Pathologie chirurgicale.
Mlle J. Lévy Pharmacologie.
Lévy-Valensi Neurologie et Psychiâtrie.
Moreau Pathologie médicale.
Moulonguet.. Pathologie chirurgicale.
Mouquin Pathologie médicale.
Oberling Anatomie pathologique.
Petit-Dutaillis . Pathologie chirurgicale.
Piédelièvre Médecine légale.
Portes Obstétrique.
Richet Physiologie.
Sannié Chimie biologique.
Sénèque Pathologie chirurgicale.
Troisier Pathologie expérimentale.
Turpin Pathologie médicale.
Vignes Obstétrique.
Wilmoth Pathologie chirurgicale.

III. — Agrégés rappelés à l'exercice

pour le service des examens

Alglave Pathologie chirurgicale.
Busquet Pharmacologie.
Chailley-Bert Physiologie.

Leroux Anatomie pathologique.
Neveu-Lemaire Parasitologie.

IV. — Agrégés chargés de cours de clinique annexe

à titre permanent.

MM.		MM.	
Abrami	} Clinique médicale.	Basset	} Clinique chirurgicale.
Alajouanine		Brocq	
Aubertin		Cadenat	
Brulé		Gatellier	
Chabrol		Heitz-Boyer	
Chiray		Moure	
Donzelot		Quenu	
Duvoir		Schwartz	
Lian		Velter	
Pasteur-Vallery-Radot			
Sézary			

MM.	
Ecalle	} Clinique obstétricale
Guéniot	
Le Lorier	
Lévy-Solal	
Metzger	

V. — Chargés de cours

MM.	
Chailley-Bert, agrégé	Education physique.
Ledoux-Lebard	Radiologie clinique.
Weil-Hallé	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

Drapkine, Isaac Jacob

22 MARS 1911

ANCIEN INTERNE DE L'HÔPITAL DE MELUN S. M.

DIPLÔMÉ DE L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE. PARIS.

A MA FEMME

en hommage de son affectueuse douceur
dans mes moments douloureux.

A MON PERE

qui fut pour moi un exemple admirable
de courage et de bonté infinis.

A MA MERE

L'hommage de ma douce reconnaissance et de mon affection.

A LOUISE

A MARCELLE,

A HELENE,
MES SŒURS.

A JACQUES POZMENTIER

l'hommage de ma profonde affection.

AU DOCTEUR V. COHEN
ET AUX SIENS

A MON ONCLE

A MA TANTE

à tous l'expression de tout mon attachement

En remerciement au Professeur BALTHAZARD, professeur de Médecine Légale à la Faculté de Médecine de Paris, qui a bien voulu nous honorer de la Présidence de cette thèse, nos déférentes civilités.

En hommage au Professeur HUGNEY, professeur à la Faculté de Droit de Paris, professeur à l'Institut de Criminologie de Paris, dont nous avons été l'élève et qui nous a inspiré ce travail, sujet d'un mémoire pour le Diplôme de droit pénal supérieur.

Au Docteur DERVIEUX, professeur à l'Institut de criminologie de la Faculté de Droit.

*Chef de Laboratoire de médecine légale;
qui nous a si parternellement reçu et conseillé dans notre travail. Qu'il trouve avec nos remerciements, les marques de notre sympathie.*

A MES MAITRES
dans les hôpitaux.

AU PROFESSEUR LEJARS

AU PROFESSEUR BEZANÇON

Membres de l'Académie
le témoignage de mon admiration.

AU DOCTEUR JACQUELIN

le témoignage de ma gratitude
et mes remerciements pour ses précieux conseils
auprès des miens.

A MES MAITRES D'INTERNAT

Du droit de punir...

L'œuvre du genre humain, c'est de délivrer
l'âme

C'est de la dégager du triste épithalame.
Que lui chante le corps impur;
C'est de la rendre chaste à la clarté première,
Car Dieu rêveur, a fait l'âme pour la lumière,
Comme il fit l'aile pour l'azur.

V. HUGO.

Le droit de punir, est d'une gravité extrême et dont il est si facile d'abuser à des limites différentes suivant l'origine qu'on lui suppose, ou la fin qu'on lui attribue.

Au début, il se confond, sans aucun doute, avec cette tendance qui pousse tout être vivant à se défendre, dès qu'il se sent menacé lui, ou les siens.

Malheureusement, ce mouvement de défense, qui n'est qu'une des manifestations spontanées, irrésistibles de l'esprit de conservation; ne se produit guère, sans être accompagné d'un certain désir de vengeance.

Aveugle, cruel, violent, ce plaisir de rendre le mal pour le mal, et de voir souffrir l'être dangereux,... peut faire oublier le souci de la défense.

Ainsi la fin de la peine infligée est complètement modifiée..

Dans les consciences populaires le droit de punir découle de cet adage : que toute faute appelle un châtiment et que tout châtiment doit être proportionné à la faute, en d'autres termes que la faute doit être expiée.

Toutes les conceptions religieuses sur la vie future et de nombreuses législations avaient pris pour fondement, la théorie de l'expiation..

Un grand nombre de philosophes, Platon, Kant.. défendirent également cette idée.

L'impérieux besoin de justice et de logique qui se révolte quand la faute est commise; disparaît totalement la peine expiée..

La peine efface la faute, l'expiation étant en quelque sorte une purification. Le coupable dont la conscience est encore vivante s'en sent soulagé quand il est puni.. car pour *Nous* un homme qui a souffert beaucoup... quelque forfait qu'il ait commis mérite pitié... et nous sommes prêts à lui venir en aide.

Dangers de théorie de l'expiation au point de vue social

Pour apprécier la portée de ce danger, il faut distinguer le principe sur lequel elle s'appuie et les explications que l'Etat en peut faire.

On peut très bien admettre son principe à savoir que toute faute doit être expiée; sans admettre en même temps qu'il appartient à l'Etat d'imposer cette expiation et d'en déterminer le degré.

Investir l'Etat et le substituer en quelque sorte à la divinité serait l'exposer à commettre le plus révoltant des abus et, avec les meilleures intentions du monde, de véritables crimes (l'histoire nous en donne la preuve) (Thomas, Traité de Philosophie).

L'Etat doit conserver la mission de réprimer en vue d'autres *fins* se défendre contre ses ennemis,

contre les particuliers, etc.,

contre eux-mêmes,

contre leurs vices,

contre leurs passions,

ceux qui sont un DANGER SOCIAL.

La peine ainsi n'est plus qu'un moyen dont l'emploi demeure soumis à la justice.

Tout à l'heure, elle valait par elle-même: Expiation égale rachat; aux yeux du législateur, elle ne vaut plus que par ses effets c'est-à-dire par les intérêts matériels et autres qu'elle sert.

Le droit de punir est aujourd'hui; la conclusion de conceptions nouvelles, dont nous pourrions retracer la longue évolution et suivre ses étapes dans l'histoire.

La détermination des peines, ne se fait qu'en fonction de l'individualisation de la peine.

Toute punition doit tendre à :

Protéger la Société,

Amender le coupable et même le réhabiliter.

Toute peine ne réunissant pas ces deux qualités ne saurait être utile, ni efficace pour la Société et pour le délinquant même.

Il faut également ne pas omettre que quoique coupable l'individu conserve certains droits, car il est homme et qu'il appartient à la Cité. Nous ne saurions trop insister sur ces droits, de plus..

Summum jus,

Summa injuria.

La défense sociale comprend aussi, la prévention -- afin que l'Etat n'est pas à sévir -- et puisse immédiatement redresser les individus que des causes de démoralisations diverses auront pu amener au bord du gouffre.

Dès la fin du xvi^e siècle d'ailleurs, nous sentons dans les codifications et les projets de codifications pénales cette orientation vers ces nouveaux moyens (à l'époque) de défense sociale par la répression ou la prévention.

En vertu de la loi sur la détermination des peines, et en conclusion avec tout ce que je viens d'exposer plus haut.

La stérilisation des criminels pourra-t-elle :

1^o Protéger la Société,

2^o Amender le coupable ;

principes sans lesquelles une loi répressive est inutile voir même abusive.

Peut-on considérer la stérilisation comme un moyen repressif, en la considérant comme une peine ?

Peut-on aussi considérer la progéniture du criminel dangereuse et en faire un moyen préventif ?

Enfin cette peine ne risque-t-elle pas d'être cumulative; et entraîner avec elle une peine aggravante?...

Dans le travail qui va suivre nous allons nous attacher à traiter cette question angoissante, dont les victimes sont déjà nombreuses dans des pays voisins..

Tout d'abord: Stérilisation — Répression.

Nous exposerons rapidement ensuite l'historique de la sélection des individus par les théories eugéniques pour pouvoir dissenter sur les questions :

b) *Hérédité et biologie;*

c) *Hérédité et pathologie nerveuse.* Quelques statistiques d'ordre général.

d) *Méthodes utilisées pour la stérilisation eugénique.*

e) *Stérilisation thérapeutique.*

f) *La stérilisation aggravant la peine.*

g) *Conclusions et Vœux.*

*Actualité de la question en France
et tout particulièrement en Belgique.*

Nous ne saurions trop louer et apprécier l'effort magnifique fourni par notre nation amie pour la rééducation de ces criminels ou enfants-criminels, au caractère violent et explosif, réfractaire malgré tout à toute intimidation.

Historique

En 1885 pour la première fois est prononcé le mot : Eugénique. Il est né des conceptions de Mietzsche sur les surhommes et les parasites humains. En réalité; l'eugénique fut fondée par M. François GALTON, auteur de travaux sur l'hérédité (Congrès Londres 1912).

Que se proposait cette science nouvelle?

I° Améliorer les qualités physiques, mentales, sociales des générations à venir.

II° Lutter contre la dégénérescence des races blanches par des moyens intensifs, soulignons ces derniers mots.

III° Enfin.. éliminer les indésirables, les parasites vivant aux dépens de l'élite et consacrer les économies au profit des couples sélectionnés et de leur progéniture.

Déjà les livres hébreux, « Le Levitique » en particulier, traite la question d'améliorer la race, en prohibant les mariages consanguins, en prohibant les mariages entre épileptiques.

La Reine Sémiramis fait castrer les enfants ne présentant pas une constitution normale.

La loi Manou, chez les Hindous ne permet d'épouser que des parents de même origine.

Dans la République de Platon, Socrate recommande que soient fréquents les rapports sexuels entre gens d'Elite, mais que demeurent rares ceux des sujets inférieurs.

Aristote voulut interdire toute procréation, passé l'âge de 50 ans et négligeaient les avortons en les laissant mourir sans soins.

Les Spartiates pratiquaient une méthode semblable, ils précipitaient dans l'Eurotas les avortons.

Rome par une loi des Douze Tables condamnait les avortons.

Nous voyons jusqu'alors, qu'une sélection brutale, basée sur la constitution physique de l'individu.

Au cours du 19^e siècle, on songe à sélectionner différemment, le physique importe peu, c'est la valeur sociale de l'individu qui devient l'idée directrice des théoriciens.

Schopenhauer alors écrivait :

Si l'on pouvait châtrer tous les scélérats, jeter dans un cloître toutes les sottes, donner aux hommes de grand cœur tout un harem et fournir à toutes les filles d'esprit des hommes qui fussent tout à fait homme on verrait bientôt naître une génération qui nous rendrait, et au-delà le Siècle de Péricle.

Puis on vit en 1907; dans l'Etat d'Indiana, voter une loi visant l'hérédité du criminel.

Cette loi, faisait subir aux criminels incorrigibles, la stérilisation. A cet effet, cette même loi adjoignait au directeur de chaque établissement ayant la garde des criminels deux chirurgiens expérimentés. Les experts et le conseil jugeraient s'il ne convenait point aux individus examinés de procréer, et si aucune amélioration n'était prévisible en leur faveur, les chirurgiens devaient par telle opération qu'ils jugeaient la plus sûre et la plus efficace rendre ces individus inféconds. La stérilisation par contrainte est née avec cette loi.

La loi promulguée le 14 juillet 1933 en Allemagne, est la suite d'un essai datant de 1854. A cette date le Comte de Gobineau publia un essai: sur l'inégalité des races humaines.

Il connu en Allemagne une vogue sans précédent, car il expliquait la supériorité de la race nordique (conformation

du nez et du crâne). Supériorité des dolichocéphales sur les brachycéphales, êtres inférieurs. Daniels, Lohemer, Vacher et de Laponge, le suivirent dans cette voie... Et alors, récemment la loi de juillet 1933 se proposait de : prévenir la procréation d'enfants affectés de tares héréditaires par un programme d'épuration de la race germanique dont la base est la stérilisation. (La méd. int. n° 3, février 1934.)

Ajoutons que cette loi, ne vise pas particulièrement le criminel. Le canton de Vaud par l'organe de son grand conseil tendrait à rendre légale une disposition semblable à celle, édictée plus haut, disposition dans laquelle elle inclut :

Les voleurs invétérés,
Les assassins,
Les criminels de toutes sortes,
Les escrocs,
Les faussaires;

mais ici, on envisage seulement, les charges que pareils individus peuvent imposer aux Pouvoirs publics par leur descendance, possible, tarée.

Journal d'accouchement, n° 23, 15 décembre 1929.

En Belgique (loi de défense sociale à l'égard des anormaux et délinquants d'habitudes et de l'adolescence coupable).

En Amérique (projet de loi), nous trouvons d'intéressants essais médicaux et thérapeutiques à l'égard des délinquants et criminels.

La notion d'hérédité, se retrouve dans toutes les théories modernes, c'est elle que l'on tient pour coupable dans la transmission des caractères morbides d'un individu à un autre.

L'Hérédité

Il faut effacer son opinion aussi bien que celle des autres devant la décision de la Science et de l'expérimentation et ne jamais avoir l'œil humecté des passions humaines.

C. BERNARD.

Au sens biologique du mot l'hérédité est la transmission aux enfants d'un certain nombre de caractères paternels et maternels, transmission des forces psychiques et morales, positives ou négatives; des forces intellectuelles ou scientifiques ou artistiques. Transmission rarement directe mais souvent à longue échéance: années, siècles.

(Cf travail du Docteur LOWENTHAL, de Nice.)

L'hérédité, en effet, n'est pas la transmission intégrale des caractères, car si cela était, nous n'aurions sûrement pas la multitude de caractères variés que l'on rencontre parmi les hommes.

Le Fils image calquée du Père, entraînerait une société constituée d'individus identiques ayant les mêmes qualités sans doute, mais aussi les mêmes tares.

Ainsi se dément ce vieux proverbe: « Tel père, tel fils. » Le fils n'est pas un père « alter ægo ».

Sur quelles bases scientifiques les caractères d'une génération se transmettent-ils à leur descendance?

Pourquoi de telles dissemblances au sein d'une même famille?

Jusqu'en 1865, l'hérédité était une loi du hasard.

Un moine tchèque, savant botaniste vint à cette époque solutionner le problème.

Georges Mendel découvrit la fixité des règles des manifestations de l'hérédité... Il en formula alors « ses lois ».

Dès lors, de nombreux problèmes depuis longtemps délaissés, furent repris et d'heureuses solutions vinrent traiter les questions des caractères héréditaires, cependant que ces lois soulevèrent de passionnantes hypothèses: Le problème de la détermination du sexe en particulier... parmi de nombreux autres.

Loi Mendel

Quel monstre est-ce, que cette goutte de semence, de quoy nous sommes produits, porte en soy les impressions, non de la forme corporelle seulement, mais des pensements et des inclinaisons de nos pères?

Cette goutte d'eau, où loge-t-elle, ce nombre infiny de forme?

MONTAIGNE.

Si nous prenons deux races de pois, comme le fit Mendel, l'une à fleurs rouges, l'autre à fleurs blanches, et si nous pratiquons sur eux, la fécondation artificielle, en pollénisant le stigmate de la fleur blanche avec le pollen de la fleur rouge, nous obtiendrons :

1° A la première génération des individus tous à fleurs rouges, le caractère blanc n'apparaît pas, il est récessif ou dominé par le caractère rouge. Le caractère rouge est dominant

A la 2^e génération nous obtiendrons: $\frac{3}{4}$ de plantes à fleurs rouges et $\frac{1}{4}$ de plantes à fleurs blanches.

Parmi les plantes à fleurs rouges, il en est $\frac{1}{4}$ qui sont pures et reproduisent indéfiniment des plantes à fleurs rouges et $\frac{3}{4}$ d'hybrides qui suivent la loi précédente et donnent:

$\frac{1}{4}$ de plantes à fleurs blanches, pures;

$\frac{1}{4}$ de plantes à fleurs rouges pures
et $\frac{2}{4}$ d'hybrides à fleurs rouges qui suivent les mêmes lois que précédemment et donnent à chaque génération:

$\frac{3}{4}$ de plantes à fleurs rouges,

P.-S. — Cette loi découverte en Autriche fut pressentie en France par NAUDIN.

1/4 de plantes à fleurs blanches.

1°) Génération A + B = A B
rouge blanc dominant récessif

2° génération A(B) + A(B) = AA + A(B) + (B)A BB
rouge rouge rouge blanc

La loi de Mendel a un caractère général (d'après Guillermond, page 326). Elle s'applique aux races, si l'on croise deux races se distinguant par deux ou plusieurs caractères. Ces caractères se disjoignent et on obtient des dihybrides, ou polyhybrides qui suivent les mêmes lois que les monohybrides; mais alors les phénomènes se compliquent par une bien plus grande quantité de combinaisons possibles de caractères mendéliens.

Parmi les combinaisons qui peuvent se produire chez les polyhybrides, il en est qui donnent des produits purs, ne ressemblant ni au *père* ni à la *mère* (retenons ceci) et qui se maintiennent stables, d'où source de variation. On voit que cette loi de Mendel domine toute l'hérédité.

Je passe sur la théorie cytologique de l'hérédité: on a essayé d'appliquer la théorie chromosomique à la loi de Mendel. Je rappelle seulement quelques conclusions qui admettent que les chromosomes sont des éléments morphologiques susceptibles de sécréter des substances spécifiques nommées *hormones* qui provoquent le développement de tel ou tel petit caractère morphologique et comme les chromosomes sont en général nombreux; il résulterait du mélange des chromosomes paternels et maternels dans l'œuf des combinaisons variées que l'on rend responsables de la diversité morphologique des individus d'une espèce (Travaux de Blakeslee et Belling).

Hérédité en pathologie nerveuse

In the first place, crime is a symptom of imperfection of human society.

In the second place, crime is a symptom of the imperfection of human being a social agent.

These two imperfections are aspects, of the same thing, the incompatibility of the sum total of human impulses; with the demands of any constituted Society..

Bibliothèque inst... criminologie.

L'homme se distingua de l'animal, la parole lui permis d'entrer en communication avec ses semblables. Il fonda une Société.

Il écrivit, construisit, acquit. Toutes ces richesses accumulées, ce patrimoine humain, amoncelé depuis 2 à 3.000 siècles, depuis neuf mille générations à peine; c'est l'héritage, le savoir, l'expérience, le génie, les facultés infinies dans toutes les branches de l'activité humaine: c'est l'hérédité.

La légende, la tradition parlée, a fait place à l'histoire écrite, puis vint l'imprimerie.

A ce tout, la guerre, les invasions, les révolutions vinrent ajouter la petite contribution nouvelle, à l'hérédité qui, le tout se transmettait aux générations nouvelles.

A ce tout positif, se sont joints les instincts du mal, du vice du crime transmis par la même voie héréditaire de l'homme ancestral dont la psychologie et la mentalité à l'état de nature n'étaient pas faite de Bonté (J. J. Rousseau), mais de vol, rapines, meurtres, dévastations. La transmission directe est donc impossible, que ce soient les forces mo-

rales, humaines, psychiques, intellectuelles ou scientifiques. Si nos 18.000 ancêtres nous avaient transmis le bagage de vices et de crimes, de talent, de vertus. Nous serions à la fois : brutes et génie, l'animal, seul, présente toute la gamme en lui seul. Certaines forces ou aptitudes sont chez tel individu à l'état patent ou latent permanent, d'autres se réveillent et s'endorment à certaines périodes (instincts sexuels), d'autres enfin se succèdent à intervalles indéterminés les uns des autres.

C'est dans l'état patent et latent que gît la raison de l'équilibre instable de la nature humaine.

(L'homme, dit Montaigne, est merveilleusement divers et ondoyant).

Hérédité morbide

Hérédité morbide. — Cette loi de Mendel, du point de vue pathologique, a présenté de curieuse répercussion. Elle a entraîné deux définitions un peu particulières.

1° Hérédité morbide similaire;

2° Hérédité morbide dissemblable.

Il y a hérédité morbide similaire lorsqu'on constate chez un individu un trouble de santé dont l'origine peut être attribuée à une maladie d'un ou de plusieurs de ses ascendants.

On dit qu'il y a hérédité morbide dissemblable, quand la maladie de l'ascendant est différente, du point de vue nosologique de celle que présente le descendant:

Alcoolisme du père,

Epilepsie de l'enfant ou arriération mentale.

Ces affections seraient dues d'après Vervaeck à une altération primitive du germe (ovule, spermatozoïde) au cours de l'Embryogénèse et de la maturation ou seraient la conséquence d'un état maladif (intoxication, infection) du géniteur, ou enfin, dues à une maladie anténatale de cause diverse. L'hérédité similaire qui seule nous intéressera, dans ce travail, est un caractère pathologique de l'ascendant qui se retrouve identique chez le descendant; c'est une hérédité vraie, ancestrale des généticiens américains et allemands.

C'est une transmission de génération en génération du même caractère morphologique ou pathologique (héméralogie, hémophilie, conformations spéciales physico-pathologiques).

Pour Charcot, il existe des maladies familiales, liées pour certains à des causes purement germinales et à l'existence probablement, dans les chromosomes, de facteurs ou gènes, éléments très peu sujets à modification et qui auraient la propriété de passer tels quels d'une génération à l'autre en suivant les lois *mendéliennes*. C'est ainsi que ces individus porteurs de ces caractères stables autonomes, différenciés et continus semblent former une race différente de la normale. C'est de cette stabilité que Guyenot dit :

Le patrimoine héréditaire n'est pas en incessante transformation. Sa caractéristique est d'une fixité relative sans doute mais considérable.

La transmission des propriétés héréditaires est la règle, la variation germinale, l'exception.

La conséquence la plus remarquable peut-être de ces expériences de génétique est d'avoir mis en évidence l'étonnante stabilité de la vie. (L'hérédité G. Doin, Paris 1931.)

Disons *encore* l'hérédité dissemblable serait due à un développement anormal de l'œuf.

Ayant défini :

Hérédité similaire,

Hérédité dissemblable,

nous en déduisons que :

la Biologie en définissant *l'hérédité* : propriétés, caractères provenant strictement du développement normal de l'œuf, extériorisant ainsi les tares germinales ancestrales et dans ces conditions les intoxications ou infections des parents, ceci n'est alors vrai que pour l'hérédité similaire, mais l'hérédité dissemblable à l'encontre de la première implique la variation.

En effet, si le malade présente une affection dont l'origine est à un parent ou ascendant éloigné, sa maladie est pourtant différente de celle de ses ancêtres.

Elle a subi la variation, de ce fait elle n'est pas l'hérédité qu'il faut parler quoique le mot dissemblable soit venu cor-

riger ce mot: hérédité. (Les problèmes généraux de l'hérédité psychologique, Alcan 1921.)

Statistique

« *La Statistique* ne saurait enfanter que les sciences conjoncturales dit Claude Bernard.

On obtiendra par la statistique, une conjoncture, avec une probabilité plus ou moins grande sur un cas donné, jamais une certitude, jamais une détermination absolue.

Je ne repousse pas l'emploi de la statistique en médecine mais je blâme qu'on ne cherche pas à aller au-delà et qu'on croie que la statistique doit servir de base médicale. J'insiste sur ce point parce que beaucoup de médecins, ont une grande confiance dans la Statistique et ils croient que lorsqu'elle est établie sur des faits bien observés qu'ils considèrent comparables entre eux, elle peut conduire à la connaissance de la loi des phénomènes.

Jamais les faits ne sont identiques des lois de la statistique, un dénombrement empirique d'observations.

Le médecin n'a que faire de ce qu'on appelle la loi des grands nombres, loi qui toujours varie en général et est fausse en particulier .»

C. BERNARD, Introd' médecine expérimentale.

Statistique de l'hérédité dans les maladies du système nerveux.

Déjerine (1) démontre en 1886 dans sa thèse d'agrégation que l'aliénation mentale est une affection essentiellement hé-

(1) Hérédité et maladie du Système nerveux.

réditaire. Il est aujourd'hui universellement admis que l'hérédité exerce son action sur toutes les formes de vésanie que l'on peut rencontrer en pathologie mentale.

Pour (2) Féré parmi les *ascendants* d'aliénés on trouve souvent des sujets atteints d'un état habituel de surexcitation des enthousiastes, des originaux, des inventeurs, des dissipateurs, des individus affectés de tics intellectuels ou moraux; des phrenalgiques, des anormaux puis viennent des individus atteints de maladie du système nerveux.

Auteurs	Nombre de cas observés	% des cas à hérédité
Toselli	968	62,90
Esquirol (Ivry)	431	36,80
Charenton	1.375	25,20
Salpêtrière	789	13,32
Hodd	3.668	9,59
Jarvis	10.000	4.

D'après le tableau ci-dessus ce n'est que dans des cas que l'on pourrait presque qualifier d'exceptionnels que l'on peut parler de l'hérédité dans le sens *précis* du mot.

Il faut noter aussi, l'extrême diversité des *chiffres* qui sont très impressionnables si l'on juge que pour 10.000 individus 4 % ont une hérédité également pathologique.

Il ne s'agit d'ailleurs que d'hérédité nerveuse et non pas de crime.

Il est certain que sur tous ces tarés, ces débités le milieu viendra avec une puissance extraordinaire, appliquer son empreinte et modeler l'individu.

Et si ces individus *prédisposés* ont un entourage qui les conseillera dans une voie normale, il est de grandes probabilités pour ne pas les retrouver sur le chemin du crime.

En conséquence, nous ne saurons jamais trop insister sur le rôle majeur du milieu, modifiant, bouleversant même pro-

(2) La Famille névropathique, Paris 1894, page 23-24.

fondément le terrain de ces malheureux et permet ainsi de leur assurer, s'il évolue en « milieu sain » un avenir de quiétude et d'honnêteté.

Tout l'exposé a eu pour but de démontrer la grande difficulté d'établir la possibilité absolue d'une hérédité similaire, dans les familles atteintes de maladies *nerveuses*. La criminologie n'a pas donné encore de statistique et c'est le motif de nos recherches de l'hérédité dans les maladies *nerveuses*.

Car je l'ai dit plus haut, la prédisposition qui joue un rôle si important dans la genèse des maladies *nerveuses*, dans cette faiblesse congénitale d'un tissu ou d'un organe, existe dans toute la pathologie ou la présence de ce facteur héréditaire « latent » ne diminue en rien l'importance étiologique d'influence morbide externes causées par le milieu. On a parlé de *criminels-nés*. On reconnaît quelques exemples rares de transmissions de certaines tendances criminelles ou vicieuses, très précieuses qui constituent un fait d'hérédité.

On sait que les enfants de certaines souches en particulier de souche alcoolique ont reçu des legs tantôt de débilités mentales et morales; tantôt le legs de caractères violents et explosifs, mais il faut réellement dans des cas semblables faire intervenir la fatalité de l'hérédité et ne doit-on pas attribuer une part, au moins aussi considérable au milieu.

En effet, dans les antécédents familiaux des criminels, on trouve souvent une éducation insuffisante, par faiblesse, ou par impossibilité; les parents n'ont pas fait tout ce qu'il convenait (Vignes, progrès médical, 1924.)

Pratique de la Sterilisation

Dickinson expose dans son travail: La stérilisation sans suppression des caractères sexuels (Journal of the Américain médical Association n° 5, 2 février 1929) les procédés chirurgicaux employés en Amérique où, comme nous l'avons vu, la stérilisation est d'une pratique méthodique et courante..

Chez l'homme, le procédé le plus en vogue est la ligature des canaux déférents; non loin de leur implantation sur le testicule avec résection sur une certaine étendue (vasectomie).

Il y aurait dans certains cas après l'intervention, une hyperphasic des cellules intersticielles du testicule pouvant théoriquement au moins aboutir à un véritable rajeunissement.

L'intervention se fait à l'anesthésie locale.

Chez la femme on pratique la ligature et la resection des trompes (salpingectomie) en laissant les ovaires en place.

Dickinson préconise actuellement chez la femme, un procédé non sanglant par galvano-cautérisation de l'abouchement des trompes dans les cornes utérines; à l'aide d'un appareil appelé « hystéroscope ».

On pourrait également, en utilisant le même appareil, provoquer l'oblitération chimique des trompes par cautérisation au moyen du nitrate d'argent.

Sterilisation et thérapeutique

Quels sont les effets obtenus par la stérilisation?

1° Sur la vie sexuelle.

Il résulte d'une enquête menée auprès de cent-huit psychopathes stérilisés que le tonus sexuel, s'est trouvé relevé dans vingt-deux cas; diminué dans huit et que dans soixante-dix-huit cas aucun changement n'a été constatable.

Il semble donc (à la suite de différentes enquêtes) que ce genre de stérilisation exerce une influence appréciable sur la psychologie sexuelle (procédé dont nous parlions plus haut).

Le D^r Adam (Siècle médical 1929) a montré que la perversité erotique est fréquente chez les sujets qu'il a examinés et qui étaient congénitalement ou accidentellement atteints de stérilité.

Milt (Ztschr f. d. ges. Neur. u. Psych 1928) a observé l'affaiblissement de l'instinct sexuel dans 50 % des cas avec fréquence d'aménorrhées ou dysménorrhées.

La question de l'influence de la stérilisation sur l'activité génitale n'est pas encore résolue.

Couclusion & Vœux

Mais l'être intelligent, du fils d'Adam, l'élu,
Qui dut trouver le Bien après l'avoir vou,
L'homme exterminant l'homme et riant d'épouvante
Même au fond de la nuit, l'immensité vivante.
Et, que le ciel soit noir ou que le ciel soit bleu,
Caïn tuant Abel est la stupeur de Dieu.
La tyrannie altière, atroce inoxérable
Est le vaste échafaud de l'homme misérable.

V. H.

La stérilisation des criminels est-il un principe de défense de la Société?

Telle a été la question que nous nous posions dans l'avant-propos de cet ouvrage.

Disons tout de suite: Non.

En premier lieu, pour se défendre, la Société a été contrainte d'enfermer les fous, les débiles, les mentaux antisociaux, auteurs de délits, crimes, meurtres — soit, elle doit conserver le délinquant privé de liberté, c'est une application de mesure de sûreté, qui suit l'existence d'une infraction. L'infraction est nécessaire pour provoquer cette suspension de liberté, celle-ci durera aussi longtemps que l'état de danger existera pour l'individu (Pericolosita).

La peine ainsi conçue, surajoutée à la mesure de sûreté traduit la réaction morale de la vie contre le crime, et sa réaction sociale. La justification de la peine se trouve dans une

nécessité psychologique, la mesure de sûreté une nécessité sociale. La première vise le délit, la seconde le délinquant.

Les fonctions de peine sont principalement d'ordre repressif — qui a peccatum — n'ayant des attaches secondaires avec la prévention.

Au contraire, les fonctions de mesure de sûreté sont d'ordre préventif — ne peccetur — Or la différence entre ces deux catégories juridiques est qualitative et non pas quantitative. La stérilisation ne jouerait donc aucun rôle dans l'application de la peine.

La stérilisation aggravant la peine serait un moyen médiévale, inutile, irrationnel. La criminalité n'étant pas, nous l'avons vu une conception biologique; il n'y a pas à redouter la descendance du délinquant, nous le verrons plus loin.

Enfin la stérilisation, peine irréversible risque d'être un dangereux procédé, dont l'application pourrait entraîner de lourdes responsabilités; la stérilisation constitue un épouvantable attentat aux droits imprescriptibles de la personnalité humaine.

Et si l'on considère les « Criminels », ceux-ci par leurs réactions antisociales constituent un danger autrement menaçant que la question tellement « Problématique » d'ailleurs de leur descendance.

Car, quant à la progéniture du criminel nous avons vu les possibilités de transmissions seulement à longue échéance, de transmissions seulement à longue échéance, de certains caractères antisociaux.

L'Eugénique

La stérilisation des criminels. La stérilisation humaine.

Si la stérilisation a obtenu chez les éleveurs des résultats en vérité remarquables, l'ordre humain étant sorti des espèces animales, logiquement rien ne s'opposerait à ce que des résultats remarquables puissent être réalisés dans la sélection du croisement des couples humains.

Mais.. l'éleveur n'a cure des individus non sélectionnés, ils n'apportent aucune gêne, ni aucun trouble à son industrie.

Maître absolu de ses sujets, les saillies ne s'accomplissent qu'entre les partenaires dont il connaît l'hérédité par leur pedigree.

Il en est autrement des humains.

Les lois de l'hérédité intervenant, auxquelles s'ajoutent l'éducation, la contagion, la nécessité d'adaptation au milieu. Ce qui fait qu'il n'existe pas plus de dynasties héréditaires de voleurs, d'assassins, d'escrocs, d'épileptiques qu'il n'est de dynasties héréditaires de génies, de talents, d'aptitudes, de vertus.

Beethoven fils d'ivrogne à delirium tremens et très vraisemblablement avarié.

Goethe, fils de psychopathe héréditaire avarié et frère d'idiot.

Ainsi donc, lorsque vous châtrez un âne, un mulet, un chameau, vous supprimez une descendance d'ânes, de mulets, de chameaux. Mais lorsque vous stérilisez un humain QUEL QU'IL SOIT, vous ignorez totalement ce que vous supprimez dans la descendance.

« La Stérilisation jeu de *hasard* où la race a quelque chance de gagner, d'être délivrée dans les générations à venir d'un certain nombre d'indésirables mais par contre des cen-

taines de mille probabilités de perdre, de fruster les générations à venir de génies ou de grands talents ».

D^r LOWENTHAL.

Nous pensons que les médecins chargés de l'examen éventuel de ces malheureux, en cause, se récuseront ou jamais ne donneront leur assentiment à pareil forfait. Ainsi, cette abomination tomberait d'elle-même et l'humanité ne serait pas souillée par cet attentat nouveau de l'autorité civile contre la conscience universelle (M. C. Journal d'accouchement 15 décembre 1929.)

Il nous a été facile de démontrer, que l'hérédité ne transmet pas d'une façon totale, ses caractères à la descendance, qu'il existe de plus, des phénomènes de régressions avec leurs heureuses conséquences le plus souvent.

Et que si des prédispositions morbides jouent un rôle très important dans la genèse des maladies du système nerveux, l'influence du *milieu* est non moins aussi important et c'est nous le croyons là, tout le grand problème de l'hérédité :

« L'hérédité du milieu »

Milieu dans lequel l'individu s'éduque ;

Milieu dans lequel l'individu puise ses premières connaissances ;

Milieu dans lequel se pétrit tout son être.

Et que l'on ne peut faire abstraction des valeurs de l'esprit d'individus pouvant appartenir aux lignées intermédiaires, sous peine d'un dépouillement total de ce qui fait l'honneur de l'espèce humaine. Dans l'intérêt de la loi, dont l'autorité ne subsiste qu'au sein de la modération, dans celui de la Société dont les problèmes ne se laissent pas trancher à la manière d'un nœud gordien et pour le salut de l'Eugénique même. (Progrès médical 8 février 1930, n° 6.)

La loi de statistique de Mendel vient encore de renforcer cette idée. La stérilisation risquerait donc de léser des individus qui n'ont pas mérité un tel châtimement et nous devons le considérer comme un attentat grave à ses droits.

Que les hommes n'arrivent à se former une opinion raisonnable sur une chose qu'après avoir épuisé toutes les idées qu'on s'en peut faire.

FONTENELLE.

Enfin s'il s'agit d'appliquer le Projet suisse qui n'a qu'en vue la Société et surtout les charges que pareils malades peuvent imposer aux pouvoirs publics, par leur entretien et celui de leur descendance possible et tarée.

Où les Administrateurs vont-ils puiser le droit de mutiler un citoyen quelconque ?

« L'intérêt public, en étendant ce principe bon peut-être dans son essence, à la généralité, des incapables, des tarés multiples de l'esprit et du corps, tuberculeux, cancéreux, syphilitiques, lépreux... et tous ceux dont la progéniture n'est pas à souhaiter, ni les voleurs invétérés, les assassins, les criminels de toutes sortes, les faussaires, les escrocs...

Y aura-t-il une loi permettant un tel outrage de l'individu quelqu'il soit, quoiqu'il ait fait, si abominable soit-il, la procréation ne lui est pas enlevée, et le supplice infligé, à Abeillard lui est épargné. (Journal d'accouchement n° 23 15 décembre 1929.)

Vœux

La stérilisation, rejetée par le long exposé qui a précédé, aura-t-elle une équivalente dans l'aggravation de la peine?

De plus qui aurait-elle frappé? Les récidivistes avons-nous dit; les escrocs les faussaires, les auteurs de crimes de sang. (Cf. avant-propos).

La loi du 27 mai 1885 s'est depuis longtemps avérée insuffisante.

Il y a donc lieu d'envisager une défense active contre ces « chevaux de retour » récidivistes, inadaptables à la vie sociale, chargés de tares héréditaires et aussi, hélas, de tares *acquises*.

Ceux-ci nullement intimidés par la peine, la prison n'étant plus pour eux une frayeur, détestant le travail honnête et l'effort personnel (Lagacos) ils s'adonnent à leur vice.

Ce sont les articles 56 et suivant du code pénal français. les articles 111 et 112 du code pénal grec.

54 à 57 du nouveau code pénal belge qui traitent en particulier la question des récidivistes.

L'art 24 de ce même code met le délinquant récidiviste à la disposition du Gouvernement durant 20 ans à dater de l'expiration de la peine.

La Conférence Internationale de droit pénal Rome (1928) organisée sous les auspices de l'Association Internationale de Droit pénal a consacré une très large place à l'étude des problèmes. Des mesures de sûreté, d'importantes résolutions y furent votées auxquelles nous nous associons entièrement.

Toutes ces mesures de sûreté visant les adultes *entraî-neraient l'internement de ces individus dans des prisons-écoles*. Là ils peuvent y trouver de précieux conseils, l'œuvre pure-

ment éducative et de réadaptation professionnelle exclut toute idée de châtiments... Il va de soi que si le séjour est très prolongé, et il devra l'être, non seulement l'individu n'y pourra procréer, mais de plus... il en sortira bien souvent à un âge où toute possibilité de progéniture, sera pour lui irréalisable. La question beaucoup plus grave et complexe quant aux adolescents délinquants...

La détention des adolescents délinquants (et il faut réagir sérieusement contre les délinquants avant que ceux-ci ne deviennent criminels car c'est souvent cette horrible filière que suivent ces *récidivistes*) existe depuis un certain nombre d'années en Belgique... mais par l'art 7 du nouveau code pénal belge « tout délinquant est détenu dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis ».

Car les courtes peines d'emprisonnement infligées ordinairement aux jeunes délinquants de plus de seize ans, non seulement étaient inefficaces à opérer la transformation poursuivie, mais empêchent sérieusement la marche de ces « Prisons-école ».

Les prisons industrielles de Merxplas et de Gand sont, quant au fonctionnement, parfaites et pourvues d'un personnel à la hauteur de sa tâche.

L'avantage de ces « modalités d'internements » que nous souhaiterions voir dans notre futur *Code Pénal* (des ébauches existent dans notre présent projet).

1° C'est que le juge ne peut déterminer par avance la durée du séjour dans ces établissements... on ne peut connaître à l'avance la durée de l'état de danger:

2° Que les « délinquants sursitaires » bien que n'ayant aucune peine à purger, subissent automatiquement un séjour dans ces prisons-écoles.

3° Que pour les adultes, en les mettant hors d'état de nuire, par leur séjour ainsi prolongé la Société ne risque plus rien *d'Eux*.

4° Qu'il ne faut donc plus qu'agir sur la descendance de ces tarés qui mal éduquée devient un danger... mais la sté-

rilisation arriverait bien tardivement, puisque la descendance existe déjà à ce moment... Et qu'enfin relâché au moment où « l'état de danger » aurait disparu; la stérilisation n'aurait à intervenir... le temps souvent ayant accompli son œuvre stérilisatrice.

Dans son art. III (f. thèse de Elie Lajacos page 63) il est fait mention de l'état de danger (Pericolisita) et des mesures de sûreté applicables.

Le X^e Congrès de Prague (Pénitentiaire internationale) 21 au 30 août 1930, dans sa résolution relative aux mesures de sûreté (Section, législation) se prononce en ces termes:

Paragraphe A: Il est indispensable de compléter les systèmes de peine par un système de mesure de sûreté pour assurer la défense sociale, là où la peine est inapplicable lorsque cette peine s'est avérée, ou s'avère immédiatement comme insuffisante.

a) *Les mesures de sûreté tendent à amender le délinquant.*

b) A éliminer la possibilité de délinquer.

(La stérilisation ne pourra donc jamais intervenir).

Elles sont d'ailleurs appliquées par les tribunaux mais ceux-ci n'en fixent que la modalité et non pas la durée de la « Mesure ».

Nos lecteurs trouveront en appendice la loi belge (loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitudes et de l'adolescence coupable).

Aux articles 27 et 28, Chapitre V, ils y trouveront édictés les conditions nécessaires entraînant l'internement chez les adultes, tandis que les art. 1 et suivant du chapitre VIII traitent de ces mêmes conditions chez les délinquants de moins de 21 ans.

APPENDICE.

Loi Belge de la défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude, et de l'adolescence coupable

CHAPITRE II

ARTICLE 1.

« Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire, en ordonnant s'il y échet l'exécution immédiate de cette décision. »

ARTICLE 2.

Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit d'office soit sur la réquisition du Ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil. Cette réquisition et cette requête doivent être écrites et motivées.

ARTICLE 3.

Cette réquisition et cette requête sont adressées à la **Chambre du Conseil** jusqu'à l'ordonnance de renvoi; au tribunal correctionnel depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement; à la Chambre des appels correctionnels depuis l'appel jusqu'à l'arrêt; à la Chambre des mises en accusation

depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge; à la Cour d'Assises, ou si celle-ci n'est pas en session, à la Chambre des mises en accusation depuis la notification de l'arrêt de renvoi. Il est statué sur la requête dans la huitaine. Le Président de la Juridiction appelée à statuer sur la réquisition du Ministère public fait indiquer trois jours d'avance sur un registre spécial tenu au greffe les, lieu, jour et heure de la comparution.

Le greffier en donne avis par lettre recommandée au prévenu et à son conseil.

Le dossier est mis pendant quarante huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

ARTICLE 4.

Le Ministère public et l'inculpé peuvent appeler de toute décision des juridictions d'instruction et de jugement de première instance, ordonnant ou refusant le placement en observation.

L'appel est formé et jugé suivant les articles 19 et 20 de la loi du 20 Avril 1874.

ARTICLE 5.

Dans les cas prévus aux articles précédents il est statué en chambre du conseil.

Si l'inculpé le demande, la publicité des débats est ordonnée, sous réserve de l'application de l'art. 96 de la Constitution.

ARTICLE 6.

La durée du placement en observation est d'un mois au plus. Si à l'expiration de ce terme, l'observation apparaît encore incomplète, la chambre du conseil peut, après comparution de l'inculpé, en ordonner la prolongation pour un mois au plus. Cette prolongation peut être renouvelée sans que le

placement en observation puisse en aucun cas dépasser six mois. Il est procédé conformément aux articles 3, 4 et 5.

A la fin du placement, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt a été décerné est réintégré à la maison d'arrêt ou de justice, à moins que son internement immédiat ne soit ordonné conformément à l'art. 7.

DE LA MISE EN OBSERVATION DES INCULPES

ARTICLE 7.

A moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, les juridictions d'instruction et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. premier.

La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années, suivant les distinctions établies à l'art. 19.

ARTICLE 8.

Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation.

ARTICLE 9.

Si l'inculpé le demande la chambre du conseil et la chambre des mises en accusation entendent les témoins et ordonnent la publicité des débats sous réserve de l'application de l'art. 96 de la Constitution.

ARTICLE 10.

S'il résulte des débats devant la Cour d'Assises que l'accusé paraît être dans un des états prévus à l'article 1^{er} ou si

défense le propose, des questions subsidiaires sont posées au Jury en ces termes: « Est-il constant que l'accusé a commis tel fait qualifié crime ou délit? est-il constant que l'accusé est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions? » En cas de réponse affirmative, la Cour statue sur l'internement, conformément à l'art. 7 de la présente loi et l'art. 364 C. I. C., modifié par la loi du 23 août 1919. Lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique ou de presse, l'internement ne peut être ordonné qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés.

ARTICLE 11.

Dans les cas où l'internement est ordonné, l'inculpé ou l'accusé est condamné aux frais, et s'il y a lieu aux restitutions. Il est dirigé sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire.

ARTICLE 12.

La juridiction répressive saisie de l'action civile en même temps que de l'action publique, demeure compétente pour statuer sur la première dans le cas de l'art. 7 de la présente loi. Dans le même cas les juridictions d'instruction et de jugement prononcent la confiscation spéciale comme à l'égard d'un condamné.

CHAPITRE III

DE LA COMPOSITION ET DES ATTRIBUTIONS DES COMMISSIONS INSTITUTEES AUPRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES DES CENTRES PENITENTIAIRES

ARTICLE 13.

Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une Commission composée d'un magistrat, effectif ou honoraire, et désigné par le premier président de la Cour d'appel, d'un

membre désigné par la députation permanente de la province et d'un médecin de l'annexe désigné par le Ministère de la Justice.

Les membres de la Commission sont nommés pour un an. Ils ont chacun un suppléant. Un employé désigné par le Ministre de la Justice fait fonction de secrétaire.

ARTICLE 14.

La Commission désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne, le cas échéant, le transfert de l'interné dans un autre établissement et statue sur sa mise en liberté à l'essai ou à titre définitif.

ARTICLE 15.

La Commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration.

L'interné peut aussi se faire examiner par un médecin de son choix.

ARTICLE 16.

Le procureur du roi de l'arrondissement, le directeur de l'établissement, l'interné et son conseil sont entendus. Le dossier est mis pendant quarante huit heures à la disposition du conseil de l'interné.

ARTICLE 17.

Les débats ont lieu à huis-clos. Les comités de patronage sont invités à s'y faire représenter par un de leurs membres.

ARTICLE 18.

Le transfert de l'interné dans un autre établissement, ou sa mise en liberté peuvent être provoqués par le procureur du roi, ou par l'interné. Si la demande est rejetée, l'interné ne peut la reproduire avant six mois.

CHAPITRE IV

DE LA DUREE DE L'INTERNEMENT ET DE L'LARGISSEMENT DES INTERNES

ARTICLE 19.

L'internement est ordonné pour cinq ans: ce terme est porté à dix ans si le fait était punissable de travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle, à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort.

ARTICLE 20.

Lorsque l'état mental de l'interné est suffisamment amendé pour qu'il y ait lieu de croire qu'il ne constitue plus un danger social, la commission prévue au chapitre III ordonne sa mise en liberté.

ARTICLE 21.

La mise en liberté d'un interné peut être ordonné à titre d'essai. Dans ce cas il reste soumis pendant un an au moins à une surveillance psychiatrique, dont la durée et les modalités sont fixées par la décision de mise en liberté. S'il ne donne plus de signes de trouble mental, sa mise en liberté devient définitive. Au cas contraire, ou s'il ne se soumet pas régulièrement à l'observation psychiatrique, il est sur réquisitoire du procureur du roi de l'arrondissement où il est trouvé, réintégré à l'annexe psychiatrique où il a été précédemment interné, pour être procédé conformément à l'art. 14.

ARTICLE 22.

Si la mise en liberté n'a pas été ordonné par la commission, le procureur du roi a la faculté, avant l'expiration des termes fixés à l'art. 19 de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme, suivant les distinctions établies par l'article 19, après avoir pris notamment l'avis du médecin-chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné. La prorogation peut être renouvelée de la même manière. La Cour d'Assises statue sans l'intervention du Jury.

ARTICLE 22.

Les condamnés pour crime ou délit qui au cours de leur détention sont reconnus en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actions, peuvent, en vertu d'une décision du Ministre de la Justice, rendue sur avis conforme de la commission instituée par l'art. 13, être internés dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le Gouvernement. Ils peuvent à l'expiration de leur peine y être, à la requête du ministère public, maintenus par décision de la juridiction qui a prononcé la condamnation conformément à ce qui est dit aux art. 7, 19 et 22, et pour le temps qu'ils déterminent, mais sous déduction éventuelle de la durée de l'emprisonnement ou de l'internement déjà subis.

ARTICLE 24.

Dans les cas prévus aux articles 54 et 57 du Code pénal, à moins que la peine criminelle antérieure n'ait été prononcée pour un crime politique, les récidivistes sont mis par l'arrêt de condamnation à la disposition du Gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

CHAPITRE V

DES RECIDIVISTES ET DES DELINQUANTS D'HABITUDE

ARTICLE 25.

Les récidivistes dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal peuvent être mis par le jugement ou l'arrêt

de condamnation à la disposition du Gouvernement pendant 10 ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est d'un an de prison au moins.

Ils peuvent être mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois de prison, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance. Le présent article ne s'applique pas lorsque les condamnations antérieures ont été prononcées pour des infractions politiques ni lorsque la nouvelle infraction est politique.

Il ne sera pas tenu compte de la condamnation ayant donné lieu à la réhabilitation.

ARTICLE 26.

Dans les cas où la mesure n'est pas prescrite par la loi, les procédures relatives aux infractions qui forment la base de la récidive sont jointes aux dossier de la poursuite et les motifs de la décision y sont spécifiés.

ARTICLE 27.

Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du Gouvernement en vertu des art. 24 et 25 peuvent demander d'être relevés des effets de cette décision; à cette fin ils adressent leurs demandes au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé leur mise à la disposition du Gouvernement. Le procureur général prend toutes informations qu'il juge nécessaires, en joint le résultat au dossier et soumet celui-ci avec des réquisitions à une chambre correction-

nelle de la Cour qui statue par arrêt motivé après avoir entendu l'intéressé assisté d'un conseil.

Cette demande peut être introduite trois ans après l'exécution de la peine, et ensuite de trois en trois ans, lorsque la durée de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépasse pas dix ans. Dans les autres cas la demande peut être introduite au bout de cinq ans, et peut être renouvelée de cinq ans en cinq ans.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 29.

Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle et criminelle, sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

ARTICLE 30.

La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du Code de procédure pénale: « art. 447 bis: sont susceptibles de révision conformément aux art. 443 à 447 les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, de déséquilibre mental et de débilité mentale, prononcées en vertu de la loi de la défense sociale à l'égard des anormaux, et des délinquants d'habitude. »

ARTICLE 31.

Sont abrogées les dispositions du Code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'art. 76 du C. P. et les dispositions contraires à la présente loi contenues notamment dans la loi du 18 juin 1850 modifiée par la loi du 28 décembre 1873 sur les régimes des aliénés.

ARTICLE 32.

Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE VII

MESURE TRANSITOIRE

ARTICLE 33.

Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police coulées en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la présente loi, continueront à recevoir leur exécution.

CHAPITRE VIII

DE LA DETENTION DANS UNE PRISON-ECOLE

ARTICLE 1.

L'art 7 du Code pénal est complété comme suit: « les peines applicables aux infractions sont... en matière correctionnelle: la détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis. »

ARTICLE 2.

La détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis remplace l'emprisonnement correctionnel à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du jugement et de son exécution: l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement.

ARTICLE 3.

Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles son devenues définitives. Elles

prononcent pour le cas où elles ne seraient pas exécutées avant que le condamné ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la peine d'emprisonnement qu'il aura à subir.

ARTICLE 4.

Les condamnés qui ont à subir la peine de détention dans une prison-école, peuvent être mis en liberté conditionnellement dans les formes établies par la loi lorsqu'ils ont accompli une année de peine.

La libération définitive leur est acquise si la révocation n'est pas intervenue pour des causes dans les formes et avec les effets prévus par la loi avant l'accomplissement de leur vingt-cinquième année.

Dans les cas visés à l'art. 4 al. 4 de la loi du 31 mai 1888, modifiée par celle du 3 avril 1899, le condamné subira la peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'art. 27.

ARTICLE 5.

Les cours et tribunaux, en condamnant à la détention dans une prison-école peuvent lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'art. 27 ne dépasse pas six mois, ordonner le sursis, conformément à l'art. 9 de loi du 31 mai 1888.

ARTICLE 6.

Les peines d'emprisonnement prononcées en vertu de l'art. 1 se prescrivent conformément à l'art. 92 du Code pénal, soit par cinq ans, soit par dix ans, à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt et unième année.
